

52976

DISTR. : LIMITEE
CEA/MULPOC/NIA/90/XII/7
JUIN 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : FRANCAIS

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
CENTRE MULTINATIONAL DE PROGRAMMATION
ET D'EXECUTION DES PROJETS (MULPOC) POUR
L'AFRIQUE DE L'OUEST
DOUZIEME REUNION DU COMITE D'EXPERTS

3 - 6 AVRIL 1991
NIAMEY, NIGER

RAPPORT SUR LES PROPOSITIONS VISANT A AMELIORER
LE ROLE DES FEMMES DANS LA PRODUCTION, LA
TRANSFORMATION, LE CONDITIONNEMENT ET LA
COMMERCIALISATION DES DENREES ALIMENTAIRES EN
AFRIQUE DE L'OUEST

TABLE DE MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I - INTRODUCTION	1 - 10	1
II - LES OBSTACLES A UNE MEILLEURE INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT	11 - 25	4
2.1. Les obstacles socio-culturels	11 - 18	4
2.2. Les obstacles économiques et infrastructuraux	19 - 25	7
III - LES FEMMES ET LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	26 - 39	9
3.1. La contribution des femmes à la production vivrière	26 - 30	9
3.2. La transformation des denrées alimentaires	31 - 35	11
3.3. Les femmes dans la commerciali- sation des denrées alimentaires	36 - 39	14
IV - LES PROPOSITIONS VISANT A AMELIORER LE ROLE DES FEMMES DANS LA PRODUCTION, LA TRANSFORMATION, LE CONDITIONNEMENT ET LA COMMERCIALISATION DES DENREES ALIMENTAIRES	40 - 72	15
4.1. Les mesures institutionnelles à prendre au niveau national pour améliorer le rôle des femmes dans l'agriculture	40 - 46	15
4.2. Les mesures à prendre au niveau international	47 - 51	17
4.3. Les propositions visant à améliorer le rôle des femmes dans la production vivrière	52 - 61	19
4.4. Les propositions susceptibles d'améliorer le rôle des femmes dans la transformation et dans le conditionnement des denrées alimentaires	62 - 66	22

4.5. Les propositions susceptibles d'améliorer le rôle des femmes dans la commercialisation des denrées alimentaires	67 - 72	24
V - CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	73 - 80	27
ANNEXES		
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES		
PRINCIPALES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES		

I - INTRODUCTION

1. L'étude sur "les propositions visant à améliorer le rôle des femmes dans la production, la transformation, le conditionnement et la commercialisation des denrées alimentaires en Afrique de l'Ouest" a été entreprise conformément au programme de travail du MULPOC pour 1990-1991 adopté par la onzième réunion de son Conseil des Ministres tenu à Dakar en Février 1989 dans sa résolution n° 2. Il faut en effet préciser que depuis plusieurs années le MULPOC a fait de la participation et du développement des ressources humaines en général ainsi que de la contribution des femmes au processus de développement en particulier, une priorité dans son programme de travail.

2. La mise en oeuvre de ce mandat a conduit le MULPOC à effectuer, pour la réalisation du présent rapport, un travail de recherche documentaire à Niamey - siège du MULPOC - qui lui a permis de trouver, à la faveur de l'attention accordée par la Communauté internationale et par les gouvernements nationaux au rôle des femmes dans le développement, une bibliographie appréciable aussi bien qualitativement que quantitativement ; cela a été possible grâce notamment à la contribution d'agences des Nations Unies comme la FAO ou le BIT.

3. On signalera aussi la contribution du Ministère des affaires sociales et de la promotion féminine de la République du Niger - pays hôte du MULPOC - qui, dans le cadre de sa collaboration avec le MULPOC l'a invité à prendre part à d'importantes réunions (1) dont les résultats ont pu être utilisés pour réaliser cette étude.

4. Comme précédemment indiqué, la plupart des grandes organisations ont mis l'accent sur la promotion des femmes. Ainsi, l'OUA dans son "Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique" publié en 1985, insiste sur l'importance du rôle des femmes dans le

(1) - Réunion sur le rôle des femmes dans le développement
des PMA à Niamey les 29, 30 et 31 Janvier 1990
organisée conjointement avec la CNUCED
- Réunions préparatoires des journées de réflexion
sur l'intégration de la femme au développement.

développement. L'organisation panafricaine s'intéresse notamment à l'intégration des femmes au processus de développement avec une attention particulière sur leur contribution effective et potentielle à la production et à l'autosuffisance alimentaires (2).

5. Pour sa part, la Banque Mondiale indique que la contribution économique des femmes, du fait de leurs activités agricoles, artisanales et ménagères, est bien plus élevée que ne le montrent les statistiques et que, par ailleurs, les activités de valorisation du capital humain axées sur les femmes sont très rentables ; d'où l'amélioration des possibilités offertes aux femmes peut conduire à une utilisation plus efficace des ressources naturelles (3).

6. Bien des travaux antérieurs ont aussi mis en lumière le rôle prépondérant des femmes dans le développement parmi lesquels on citera principalement les "stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme en Afrique au-delà de la Décennie des Nations Unies pour la femme" (1984) ; les "stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme" (1985) ; et "l'étude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement" résultat de la coopération entre les agences des Nations Unies dont la première édition fut publiée en 1984.

7. Plus récemment encore, le Secrétaire exécutif de la CEA déclarait ceci dans son discours d'ouverture de la 25ème session de la Commission (16ème réunion de la Conférence des Ministres) tenue en Mai 1990 à Tripoli : "si les femmes qui représentent plus de la moitié de notre population ne sont pas pleinement intégrées au processus de développement en y participant davantage, il ne saurait y avoir de véritable développement".

8. Partant des constats précédents, l'objectif principal du présent rapport sera, en conformité avec son intitulé, de proposer des mesures

(2) OUA - Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique (1985) ; paragraphe n° 49

(3) Banque Mondiale - Rapport annuel 1989 ; P. 61

susceptibles d'améliorer le rôle des femmes pour une croissance substantielle du secteur agricole. Il est en effet établi que dans un contexte économique caractérisé par de forts déficits de la balance des paiements dans la plupart des Etats d'Afrique de l'Ouest, une priorité doit être donnée à l'autonomie collective et à la sécurité alimentaire au niveau sous-régional (4).

9. Conséquemment, il s'avère urgent de s'attacher à améliorer la productivité agricole des femmes en particulier, afin de parvenir à l'autosuffisance alimentaire (5) ; compte tenu qu'elles ont en charge une part prépondérante de la production vivrière en Afrique. Dans cette optique, il apparaît indispensable que l'ensemble de la population et notamment les personnes détentrices d'une autorité politique, économique ou morale dans la société soient convaincus de l'opportunité d'associer pleinement les femmes au processus de développement pour un meilleur avenir des Etats.

10. La réalisation de l'étude nécessitera l'examen dans une première partie, des obstacles socio-économiques à une participation accrue des femmes au développement de nos Etats. On mettra ensuite une évidence, dans une deuxième partie, la contribution actuelle de celles dont le travail est peu reconnu et généralement non-comptabilisé. Il sera possible de formuler ensuite, dans une troisième partie, les propositions de nature à améliorer le rôle des femmes dans la production, la transformation et la commercialisation des denrées alimentaires ; avant de tirer, dans une quatrième et dernière partie, les principales conclusions issues de nos recherches et de faire des recommandations dans le but d'une meilleure intégration des femmes au développement de l'agriculture ouest-africaine.

(4) CEA - Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel (1989)

(5) CEA/OUA - Les stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme en Afrique au-délà de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1984) ; P. 8

II - LES OBSTACLES A UNE MEILLEURE INTEGRATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT

2.1. - Les obstacles socio-culturels

11. Le travail accompli par les femmes dans le secteur agricole n'est pas suffisamment reconnu : ainsi la main d'oeuvre féminine n'y est généralement recensée que lorsqu'elle est salariée. D'autre part, si comme c'est souvent le cas, la femme travaille sans rémunération dans le domaine familial, son travail est le plus souvent invisible dans les statistiques (6); ce qui donne l'impression que ces exploitations sont le fait d'un seul homme comme le déplore le BIT avec l'inconvénient que les planificateurs du développement ne peuvent pas correctement appréhender l'impact réel de la participation féminine.

12. A l'origine d'une telle situation, on trouve une série de facteurs socio-culturels et même religieux. Aussi, même lorsque les gouvernements cherchent à renforcer les rôles économiques de la femme, l'attitude traditionnelle des hommes face à cette transformation associée au manque d'autonomie voire de confiance des femmes en elles-mêmes a empêché celles-ci de tirer profit des politiques adoptées. Bien souvent, cette attitude qu'ont beaucoup d'hommes est motivée par la crainte de la remise en cause d'un ordre social leur garantissant des privilèges.

13. En conséquence, la perception erronée et empreinte de préjugés que la société a du rôle de la femme conduit celle-ci à accomplir une multitude de tâches dites domestiques ou ménagères auxquelles l'homme échappe (cuisine, garde des enfants, approvisionnement en bois et en eau, lessive, etc...) ; ce qui laisse à la femme moins de temps à consacrer à une activité aussi indispensable que sa propre formation.

14. Concernant l'éducation précisément, les statistiques révèlent que les filles sont nettement moins scolarisées que les garçons en Afrique de l'Ouest : ainsi au niveau de l'école primaire, et bien que le Cap Vert, le Ghana et le Nigéria parviennent à scolariser les filles dans des

(6) FAO - Etude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement (1989) ; P. 103

proportions voisines de celles pour les garçons, les autres pays (Bénin, Guinée Conakry et Guinée Bissau en particulier) enregistrent des taux de scolarisation jusqu' à deux fois supérieurs en faveur des garçons (7). On remarque, par ailleurs, que même lorsqu'elles vont à l'école, les filles étudient dans des conditions moins favorables : elles sont souvent sollicitées par leur mère pour les aider aux tâches ménagères alors que les garçons qui, du reste, n'aident généralement pas leur père peuvent consacrer toute leur énergie à étudier (8). Il y a aussi que certaines filles doivent interrompre leurs études après un mariage ou une grossesse.

15. D'autre part, l'ensemble des religions (l'islam et le Christianisme par exemple) tendent à assurer à l'homme la place prépondérante dans la société. Aussi, dans de nombreux pays islamiques, les femmes sont-elles évincées de facto de la succession de leur mari par les frères et autres parents masculins du défunt (9).

16. Certaines mesures institutionnelles avalisent les habitudes socio-culturelles comme le fait, par exemple que dans beaucoup de réformes agraires seuls les chefs de famille peuvent être bénéficiaires. Or le concept de chef de famille constitue une discrimination envers les femmes. De même que trop souvent, les lois accordent aux hommes le droit de vendre la terre ou de la mettre à bail sans l'assentiment des épouses (10).

(7) ECA/ATRCW - Rapport de la 4ème Conférence sur
l'intégration de la femme au développement relative
à la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha pour
la promotion de la femme en Afrique (1989) ; P. 7

(8) CEA/OUA - Les stratégies d'Arusha pour la promotion
de la femme en Afrique au-delà de la Décennie des
Nations Unies pour la femme (1984) ; P. vi

(9) FAO - Etude mondiale sur les rôle des femmes
(opus cité) ; P. 96

(10) Idem ; P. 39

Généralement dépourvues de titres fonciers, elles rencontrent d'autres handicaps tels l'accès plus difficile au crédit en l'absence de garantie à offrir (11). Ceci vaut bien qu'il ait été constaté que les femmes remboursent souvent dans de bonnes conditions les prêts qui leur sont consentis (12).

17. En outre, de nombreuses entraves peuvent être liées à des habitudes socio-culturelles erronées : c'est le cas avec les cultivatrices qui, souvent, ne peuvent profiter ni des programmes ni des projets de développement rural, faute de pouvoir adhérer à une coopérative et compte tenu du handicap des femmes eu égard à la propriété de la terre et au statut de chef de famille tous deux réservés aux hommes traditionnellement. De sorte que les femmes sont sous-représentées dans les coopératives mixtes et participent moins aux décisions sans doute en raison du fait qu'elles n'ont que peu de temps à consacrer au fonctionnement de ces coopératives accaparées qu'elles sont par leurs multiples tâches.

18. De même, la perception erronée du rôle effectif des femmes exclut souvent celles-ci du public cible des programmes de vulgarisation et d'éducation agricoles. Ajoutons à cela des attitudes culturelles qui découragent les contacts entre les femmes et les agents de vulgarisation lesquels sont, en Afrique, des hommes à plus de 90 % (13). Les préjugés quant au rôle idéal de la femme font qu'elle est considérablement sous-représentée dans certaines professions. Dans le domaine de l'agriculture en l'occurrence, il y a peu d'ingénieurs et peu de techniciens de sexe féminin.

(11) Ibidem ; PP 97 et 114

(12) LE SAHEL - Quotidien nigérien d'information
du 21/03/90 . P. 2

(13) ONUFLASH/UNIC Burkina Faso - Revue d'information
sur les activités des Nations Unies n° 38
Octobre 1984 - P. 19

2.2. Les obstacles économiques et infrastructurels

19. Au titre des contraintes économiques il faut évoquer la faiblesse du revenu des femmes. En effet, les femmes employées dans l'agriculture en tant que salariées ont généralement entre la moitié et les deux tiers du revenu de leurs homologues masculins (14). Le sentiment de frustration qui s'ensuit a certainement un impact négatif sur la motivation de ces femmes bien qu'il soit difficile de le mesurer au point de vue du rendement de leur travail. L'insuffisance du revenu des femmes est d'autant plus préjudiciable à l'ensemble de la société que les mères font beaucoup de dépenses pour le bien être sanitaire et nutritionnel des familles ; ce qui favorise la productivité et l'écoulement des denrées alimentaires.

20. Par ailleurs, les compressions de dépenses publiques amenées par l'application des programmes d'ajustement structurel ont touché des domaines particulièrement sensibles pour les femmes comme l'éducation, l'équipement rural et la santé ; toutes choses qui déterminent pour partie la quantité de temps et d'énergie qu'elles peuvent consacrer à la production vivrière (15). En ce qui concerne le volet Education, l'austérité induite par l'ajustement structurel risque de retarder les efforts qui devraient être entrepris pour augmenter le taux de scolarisation des filles en particulier et leur accès à la formation de manière générale y compris dans les filières techniques.

21. La pauvreté et l'absence de protection sociale dans les pays en développement conduisant les couples à avoir beaucoup d'enfants pour subvenir plus tard à leurs besoins, les naissances sont espacées de manière insuffisante et nuisent de ce fait à la santé des mères et des

(14) Ruth DIXON-MUELLER/CNUCED - La femme et le développement dans les pays les moins avancés : analyse et propositions d'action (1989) ; P. 19

(15) FAO (opus cité) . P. 98

enfants fragilisés par un sevrage précoce. Notons aussi que la situation précaire des femmes en matière de santé est aggravée par un préjugé qui reflète le sentiment que les hommes sont plus utiles au bien être économique de la famille et veut donc que ceux-ci soient les mieux servis à table (16). Par conséquent, il n'est pas surprenant que l'Afrique enregistre les taux de mortalités maternelle et infantile parmi les plus élevés au monde : au Burkina Faso et au Mali, par exemple, un enfant sur quatre meurt avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans (17).

22. Au nombre des obstacles physiques et naturels, il faut évoquer les pénuries en bois de chauffe et en eau dont les femmes ont besoin pour accomplir une grande partie de leurs tâches (transformation et cuisson des aliments, cultures maraîchères, petit élevage, etc...). Or l'approvisionnement en ces deux éléments représentent en milieu rural de véritables corvées pour les femmes qui doivent souvent y consacrer des quantités considérables de temps et d'énergie.

23. Un autre élément qui handicape lourdement les cultivatrices et les ménagères est le manque d'équipement et de matériel : charrettes, machines à décortiquer le riz, ustensiles de cuisine améliorées, etc... Par exemple, la méthode rudimentaire de mouture des céréales au moyen du pilon peut exiger jusqu'à quatre heures de travail par jour (18) alors que l'introduction de moulins à grains simplifierait énormément cette tâche.

24. D'autres difficultés liées à l'insuffisance des infrastructures entravent également l'apport des femmes au développement, à commencer par les moyens de santé. En effet, le personnel et l'équipement médicaux sont concentrés dans les capitales et excluent de la sorte une grande partie de la population rurale (19) majoritairement féminine en raison notamment de l'émigration masculine ; alors que l'état de santé des individus influe sur la productivité agricole.

(16) ONUFLASH/UNIC - Burkina Faso (opus cité) P. 14

(17) Banque Mondiale "L'Afrique subsaharienne : de la crise à une croissance durable" (1989)

(18) LE SAHEL - Quotidien nigérien d'information du 8/3/90

(19) Ruth DIXON-MUELLER (opus cité) P. 21

25. En matière de recherche également, les femmes sont peu associées aux programmes qu'il s'agisse des secteurs de recherche à développer ou de la dissémination des résultats. On constate par exemple que la recherche sur l'élevage tend généralement à se concentrer sur le gros bétail alors que les femmes élèvent plutôt des petits ruminants. De la même manière, elles ne sont pas suffisamment consultées en ce qui concerne la mise au point des variétés améliorées de cultures vivrières alors qu'elles pourraient utilement guider les chercheurs en donnant leur appréciation sur les caractéristiques culinaires des aliments obtenus dont elles sont les utilisatrices ultimes.

III - LES FEMMES ET LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

3.1. La Contribution des femmes à la production vivrière

26. En dépit de la multitude d'obstacles que l'on vient de recenser, force est de constater que les femmes apportent une contribution déterminante à l'agriculture africaine (20). Des estimations pour 1985 indiquent en effet que la proportion des femmes dans la population active agricole était de 42 % en Afrique faisant de notre continent la deuxième région du monde (après les pays d'Asie à économie planifiée) où la composante féminine participe le plus au développement du secteur agricole (21). Au Bénin et au Niger, la main d'oeuvre agricole est composée de femmes à plus de 50 % (22). La situation est analogue en Mauritanie (23). Un certain nombre de raisons ont accentué cette tendance parmi lesquelles il faut retenir, d'une part, la migration masculine vers les villes et à l'étranger qui laisse de plus en plus aux femmes la charge

(20) Les tableaux qui figurent en annexes concernent les domaines dans lesquels la participation des femmes est particulièrement importante.

(21) FAO (opus cité) P. 103

(22) BIT cité par Ruth DIXON-MUELLER (opus cité) ; P. 18

(23) Ministère du Développement rural cité par Aissata Kane " la femme dans la société" (1988) ; P.15

de la production vivrière (cas du Burkina Faso par exemple) ; et d'autre part, la ligne de démarcation traditionnelle entre les activités agricoles réservées aux hommes et celles des femmes généralement entre les cultures de rapport et les cultures vivrières (en Côte d'Ivoire et au Ghana par exemple).

27. Les cultures végétales: les cultivatrices participent à chaque étape au travail de la terre allant de la préparation des sols à cultiver jusqu'à la moisson en passant par les semis, l'irrigation, le sarclage, le gardiennage des champs, etc... ; sans oublier la mise en tas et le transport des récoltes jusqu'au village. On rencontre même des cas où les femmes effectuent le labour des champs qui est pourtant un travail habituellement effectué par les hommes. En Gambie, des femmes cultivent le riz nécessaire à la consommation familiale après avoir, chaque matin, accompli les tâches domestiques et marché longtemps pour atteindre la rizière. On note toutefois que les femmes ont tendance à se spécialiser dans la production des racines et des tubercules et dans les cultures maraîchères (24).

28. La lutte contre la désertification et la dégradation des sols: dans ces domaines, l'importance de la participation féminine est reconnue comme en témoigne la réaction du Président de la République du Niger visitant un site du projet de la vallée de Keita : "ce qui nous a le plus ému, c'est le spectacle de ces femmes dont certaines portant des enfants sur le dos, une pelle ou une pioche à la main s'acharnent sur la roche avec une énergie surprenante pour récupérer ou restaurer les sols"(25). Au Burkina Faso et au Mali, autres pays touchés par l'avancée du désert, la contribution des femmes dans ce domaine est tout aussi importante.

(24) Ruth DIXON-MUELLER (opus cité) ; P. 31

(25) AMADOU OUSMANE dans le SAHEL quotidien du
27/10/1989 ; P. 5

29. Les activités d'élevage : les femmes s'adonnent surtout à l'exploitation des petits ruminants (moutons et chèvres) dont elles assurent l'approvisionnement en fourrage mais aussi la traite : le lait ainsi collecté donne souvent lieu à transformation comme il sera exposé plus loin. Pour ce qui est de l'aviculture, on peut constater que les femmes se sont toujours occupées de l'élevage de poulets en milieu familial et depuis quelques années, on assiste à la création par elles-mêmes de projets avicoles (26).

30. La participation des femmes à la pêche : contrairement à une opinion répandue selon laquelle la pêche constitue une activité spécifiquement masculine, les femmes aussi sont présentes dans ce secteur y compris en dehors de la transformation et de la vente du poisson où leur prédominance est notoire. Il faut en effet savoir qu'en eaux peu profondes, surtout en Afrique de l'Ouest, des femmes pratiquent la plongée et utilisent des nasses et des paniers pour capturer les poissons (27). Il faut aussi noter que les femmes qui interviennent beaucoup en aval des activités liées à la pêche (transformation et commercialisation du poisson) possèdent quelquefois leur propre pirogue de pêche pour la capture du poisson. Certaines commencent même à participer à la pêche industrielle, en l'occurrence, au Ghana (28).

3.2. La transformation des denrées alimentaires

31. La transformation des céréales après la récolte en vue de la conservation ou de la préparation des repas constitue une activité presque exclusivement féminine : égrenage, vannage, battage et broyage forment ainsi le lot quotidien de la majeure partie des paysannes. A ce niveau insistons sur la pénibilité physique et la perte de temps que représente souvent la transformation par des moyens artisanaux. Toutefois

(26) Aissata KANE " la femme dans la société mauritanienne"
(1988) ; Page 17

(27) FAO (opus cité) ; P. 105

(28) Idem

l'introduction des moulins à grain et des machines à décortiquer le riz s'étend et ne se limite plus aux villes. Mais on note qu'avec cette mécanisation utilisant des techniques à forte intensité de capital, l'activité de transformation des denrées se "masculinise" (29). Il faut cependant remarquer qu'il s'agit là d'un élément essentiel dans la perspective de l'autosuffisance alimentaire car une transformation facile permet une préparation plus aisée qui encourage la consommation des céréales locales telles que le mil ou le sorgho.

32. La transformation des tubercules et des légumes répond souvent à la nécessité d'éviter des pertes et des gaspillages par pourrissement en raison du caractère très périssable de ces aliments. Le manioc est habituellement transformé en gari par les femmes notamment au Ghana et au Togo. En Côte d'Ivoire, où la production suffit à peine à couvrir les besoins locaux, cet aliment est davantage consommé en l'état frais. Des légumes tels que la tomate, le chou, le poivron, la pomme de terre ou le piment se prêtent également bien à une transformation par déshydratation. Pour ce faire, il existe des équipements simples permettant aux femmes de faire sécher les produits rapidement à l'abri des intempéries et de la poussière (30). Les légumes sont ensuite conditionnés dans des sachets en plastique transparents. Notons que le séchage des denrées présente beaucoup d'intérêt pour l'exportation (31).

33. Au sein de petites agro-industries rurales, les femmes transforment les récoltes en utilisant des techniques élémentaires pour la fourniture de produits de première nécessité à partir de matières premières locales (canne à sucre et coton par exemple). Ce type d'entreprises apporte aux femmes des compléments de revenus susceptibles d'améliorer la santé, l'alimentation et le bien être de leur famille.

(29) ONUFLASH/UNIC (opus cité) ; P. 15

(30) L'ONG "Six S" a favorisé la diffusion de ces équipements auprès des femmes du Yatenga au Burkina Faso

(31) MULPOC/CEA "Etude sur les produits alimentaires qui peuvent faire l'objet d'échanges entre les pays de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que les mesures visant à accroître leur production et leur commercialisation par les petits agriculteurs" (1989)

34. La transformation du lait issu de la traite des animaux est principalement destinée à la consommation familiale. Particulièrement développée en saison humide lorsque des excédents laitiers apparaissent, elle permet d'obtenir du beurre, du fromage blanc, de l'huile ou du lait caillé plus ou moins gras selon un savoir faire artisanal (32). Hormis l'intérêt d'une possibilité de conservation plus longue, on signalera que le traitement du lait exige peu d'énergie et ne présente donc pas d'inconvénient pour la préservation de l'écosystème.

35. Le traitement du poisson constitue une grande source d'occupation pour les femmes. Au Ghana, par exemple, on estime qu'elles transforment et distribuent 60 à 90 % des produits agricoles et maritimes dans le pays (33). Dans la pêche industrielle, au Sénégal, elles s'occupent dans les usines des opérations de conditionnement après le débarquement du poisson telles que le lavage et le triage avant l'opération de conservation (34). En ce qui concerne la pêche artisanale, les femmes qui interviennent dans le traitement du poisson sont souvent partenaires de leurs maris pêcheurs mais elles peuvent le faire aussi à titre individuel ou organisées au sein d'une coopérative, comme à TEMA au Ghana, en s'approvisionnant directement sur les lieux où les produits sont débarqués. En général, les procédés utilisés pour conserver le poisson sont le séchage et le fumage. Le séchage s'effectue en plein air à la faveur du soleil. Quant au fumage, il nécessite l'utilisation d'une quantité importante de bois pour le fonctionnement du four. Toutefois, des modèles améliorés de fours en argile (appelés également fumoirs) permettent de réduire la difficulté du travail ainsi que la quantité de combustible utilisé tout en améliorant la qualité du produit fini. On trouve ces modèles de fumoirs dans des pays comme le Ghana ou le Togo dans lesquels le poisson est traité en quantité importante.

(32) JEFAD/CEA - Le rôle des femmes dans la production alimentaire au Sénégal (1989) ; P. 16.

(33) FAO (opus cité) ; P. 105

(34) JEFAD/CEA (opus cité) ; P.14

3.3. Les femmes dans la commercialisation des denrées alimentaires

36. En Afrique et comme corollaire de leur présence massive dans la production agricole, les femmes sont très visibles à toutes les étapes de la commercialisation alimentaire. En Afrique de l'Ouest, 80 % des personnes travaillant dans le commerce sont des femmes (35) surtout dans des pays tels que le Ghana, le Nigéria et le Togo où elles constituent les principales participantes à tous les niveaux de distribution de la plupart des grands produits. Au Nigéria, par exemple, 94 % de la vente ambulante de denrées alimentaires est effectuée par elles (36). Au Ghana, 97 % des vendeurs de poisson sont des femmes (37). Au Burkina Faso également, elles participent en grand nombre au commerce des céréales dans l'ouest du pays.

37. Au Niger, les femmes représentent la quasi totalité de la main d'oeuvre qui s'occupe de trier et de conditionner les haricots verts destinés à être vendus sur le marché européen. Au Cap Vert, elles fournissent le gros des travailleurs qui préparent et emballent les produits de la pêche pour l'exportation. Le dynamisme des femmes dans le négoce des produits vivriers est patent au point que les Sénégalaises qui souhaitent vendre du poisson sur le marché extérieur se plaignent de ne pouvoir le faire sans passer par des courtiers, lesquels, la plupart du temps, refusent de les rembourser sous prétexte que les produits se sont détériorés (38).

38. Dans les zones urbaines, les femmes tenancières de petits restaurants contribuent à l'écoulement de la production alimentaire en servant matin, midi et soir une large clientèle presque exclusivement

(35) ONUFLASH/UNIC (opus cité) ; P. 13

(36) BIT - "Etude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement" (1989) ; P.233

(37) ONUFLASH/UNIC (opus cité) ; P. 13

(38) JEFAD/CEA (opus cité) ; P. 15

masculine : ouvriers, commerçants, célibataires, chauffeurs de taxis, militaires, etc... (39).

39. En conclusion de cette partie au sein de laquelle il est possible de constater l'apport des femmes dans différents domaines, il faut faire remarquer que des recherches et d'autres efforts sont encore nécessaires pour évaluer pleinement la contribution réelle des femmes au développement de l'agriculture.

IV - LES PROPOSITIONS VISANT A AMELIORER LE ROLE DES FEMMES DANS LA PRODUCTION, LA TRANSFORMATION, LE CONDITIONNEMENT ET LA COMMERCIALISATION DES DENREES ALIMENTAIRES

4.1. Les mesures institutionnelles à prendre au niveau national pour améliorer le rôle des femmes dans l'agriculture

40. Compte tenu des obstacles identifiés en première partie de l'étude, il est indispensable que les autorités étatiques accentuent la participation pleine et effective des femmes à la planification du processus de développement. Concrètement, il faudrait veiller à ce que davantage de femmes soient nommées dans les plus hautes fonctions (au rang de Ministres par exemple) et à la direction des services administratifs en relation avec la production ou la commercialisation des produits agricoles.

41. La présence des femmes doit être également établie à la tête d'entreprises stratégiques en matière de développement comme les banques et autres organismes de financement ; de même qu'elles doivent être promues à la direction des plus grandes entreprises privées locales pour montrer à la société qu'elles sont capables de faire aussi bien que leurs homologues masculins et pour donner confiance aux autres femmes en leurs

(39) Aissata KANE (opus cité) ; P. 24

propres capacités. Placées de la sorte en situation de participer à l'élaboration des politiques nationales, nul doute que les femmes prendront mieux en compte les préoccupations de leur fraction qui représente fréquemment 50 à 52 % des habitants, soit la majorité de la population.

42. Les domaines dans lesquels les plans nationaux de développement devraient intégrer davantage les femmes sont le crédit, l'éducation et la formation, ou encore la recherche qui, comme on le verra plus loin, présentent un intérêt particulier pour elles. Il ne fait pas de doute que la présence des femmes au sein des pouvoirs publics alliée à une consultation systématique de celles qui sont concernées par les projets de développement conduira à des résultats plus probants à leur bénéfice.

43. Concrètement, il est possible de faciliter l'accès des femmes aux ressources financières en prévoyant au sein des établissements de crédit qu'un pourcentage déterminé de leurs actifs financiers soit réservé aux femmes agricultrices et commerçantes. Par ailleurs, les législations devraient être revues de manière à accorder aux femmes le droit d'accéder également à la propriété privée de la terre. Cela augmenterait en effet leurs chances d'obtenir le financement nécessaire à l'achat d'intrants agricoles permettant l'accroissement de la productivité.

44. En matière d'éducation, il serait souhaitable de réduire le taux élevé de déscolarisation notable chez les filles. On pourrait y arriver en utilisant des programmes d'alimentation scolaire dans les zones rurales pour les établissements qui ont au moins 40 % d'élèves de sexe féminin (40). D'autre part, il faudrait veiller à éliminer la discrimination sexuelle perceptible dans les manuels scolaires quant à la répartition des tâches au sein de la famille et de la société.

(40) Ruth DIXON-MUELLER (opus cité) P. 23

45. Dans le domaine de la recherche, il est indispensable d'arriver à une représentation plus importante des femmes aux échelons de techniciens et d'ingénieurs d'agriculture et d'agronomie. A cet effet, l'accès des filles à l'enseignement supérieur doit être favorisé et, plus jeunes, celles-ci devraient être encouragées à poursuivre leurs études secondaires dans les filières scientifiques et techniques au même titre que les garçons au lieu de se cantonner comme le veut la tradition dans la littérature, les langues étrangères et le secrétariat.

46. La réforme agraire consitute une autre mesure institutionnelle à prendre en faveur des femmes dans le but d'accroître la production agricole. On examinera plus loin le cadre de plus propice à une législation foncière prenant en compte le rôle des femmes.

4.2. Les mesures à prendre au niveau international pour améliorer le rôle des femmes dans l'agriculture

47. Les organisations internationales sont unanimes pour reconnaître que les femmes représentant une pièce maîtresse dans le processus de développement. C'est ainsi que les Nations Unies avaient décrété la période 1975-1985 "Décennie pour la femme et en faveur de l'égalité, du développement et de la paix". Cette initiative de l'ONU a bénéficié d'un suivi rigoureux qui se matérialisa par l'organisation d'une Conférence à mi-parcours de la dite décennie tenue à Copenhague en juillet 1980 ; de même qu'une conférence terminale chargée d'en évaluer les résultats se déroula à Nairobi en juillet 1985.

48. En résumé, l'on peut noter qu'à la suite de la décennie des Nations Unies pour la femme, une attention toute particulière a été accordée à l'intégration de la femme au développement qui s'est traduite par une littérature abondante et par des recherches et des enquêtes en nombre important, ainsi que des multiples projets à vocation partiellement ou spécifiquement féminine. A ce propos, il faut citer

la contribution de plusieurs organismes parmi lesquels l'INSTRAW, l'ATRCW ou l'UNIFEM (41). En l'occurrence, l'INSTRAW et l'ATRCW initient des programmes en matière de recherche et de formation des femmes rurales ; l'UNIFEM intervenant dans le soutien de projets visant à promouvoir l'utilisation de techniques du cycle alimentaire améliorées (au Mali par exemple) et dans la mise en place de mécanismes de crédit à l'intention des femmes au Burkina Faso et en Gambie (42).

49. Des agences plus connues du système des Nations Unies comme la FAO, le BIT ou le PAM accordent également une place prépondérante à la composante féminine des populations dans le cadre de leurs activités. Aussi, la mesure de la contribution réelle des femmes constitue-t-elle une préoccupation majeure pour la FAO et le BIT qui disposent de programmes dont l'objectif est d'améliorer les statistiques concernant les femmes dans l'agriculture : l'organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation organise de séminaires à cette fin (43). Pour sa part, le BIT a entrepris de sensibiliser les responsables politiques à la nécessité de disposer de statistiques nationales fiables sur la participation des femmes à l'économie en vue d'une meilleure planification (44).

50. Il faut par ailleurs exhorter le système des Nations Unies à appliquer concrètement sa propre décision d'attribuer au moins 30 % de ses postes supérieurs à des femmes, en particulier en ce qui concerne les organismes de l'ONU qui opèrent beaucoup en Afrique : CEA, FAO, OMS, PAM, UNICEF (45).

(42) Ruth DIXON-MUELLER (opus cité) . P. 41

(43) FAO (opus cité) ; P. 92

(44) LE SAHEL quotidien nigérien d'information du 4/4/90

(45) Conférence internationale d'Arusha sur la participation populaire dans le processus de redressement et de développement en Afrique "Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation" (1990); P. 4

51. Les ONG ont, elles aussi, un rôle primordial à jouer car dans les pays sahéliens notamment, une grande partie de ces organisations mènent souvent depuis longtemps des activités en faveur des agricultrices et disposent de ce fait d'une riche expérience dont le partage avec les autres entités intéressées à l'intégration des femmes au développement éviterait des écueils et accélérerait l'atteinte de l'autosuffisance.

4.3. Les propositions visant à améliorer le rôle des femmes dans la production vivrière

52. Bien que les femmes s'occupent déjà de produire la plus grande partie des denrées alimentaires en Afrique, il est évident que leur contribution pourrait être accrue en faisant par exemple qu'elles disposent de plus de temps et d'énergie à consacrer aux cultures.

53. Pour ce faire, il apparaît indispensable de réduire le gaspillage de temps occasionné par les corvées que constituent le ramassage du bois de chauffe et l'approvisionnement en eau potable assurés par les femmes. Concrètement, il serait donc indiqué de promouvoir le développement des énergies de substitution telles que le gaz, l'énergie solaire, le charbon ou les briquettes d'arachides ; ainsi que la multiplication des projets visant à créer des points d'eau à proximité des utilisatrices. Ces forages seront préférablement équipés des systèmes les plus économes en énergie nécessaire à leur fonctionnement à l'instar des pompes à pédales.

54. Dans l'optique similaire d'économiser leurs forces en vue de travaux agricoles, les femmes doivent avoir à leur disposition des technologies améliorées qui réduisent la pénibilité physique de tâches comme le pilage ou la mouture des céréales.

55. Dans le même ordre d'idées, la promotion de la santé familiale mérite des efforts accrus de la part de l'Etat qui pourrait à cet effet développer les structures de planning familial. Plus concrètement, l'espacement des naissances renforcerait la santé des mères et des enfants. Cependant que des enfants bien portants libéreraient les femmes pour leurs diverses activités. Par ailleurs, la multiplication des démonstrations culinaires en vue d'accroître la consommation des produits maraîchers favoriserait un meilleur équilibre nutritionnel en même temps que l'écoulement des denrées alimentaires.

56. En ce qui concerne le cycle productif des mesures de nature à augmenter les rendements agricoles sont indispensables pour faire face aux handicaps comme l'épuisement des sols, les techniques culturales archaïques, la dégradation du climat, etc... qui font obstacle au développement rural de l'Afrique.

57. Aussi devrait-on encourager des actions comme celles que le PAM entreprend pour stimuler la participation des femmes aux activités de restauration et de conservation des sols dans le cadre de ses "projets vivres contre travail". On signalera par la même occasion que le PAM fait partie des agences des Nations Unies oeuvrant le plus en faveur de la composante féminine (46) avec la FAO et le BIT entre autres.

58. Dans le but de moderniser l'agriculture, il est indispensable d'augmenter le nombre des vulgarisatrices (environ 5 % des agents de vulgarisation à l'heure actuelle) mais aussi celui des femmes bénéficiaires des sessions de formation. Par ailleurs, au niveau de la formation des ingénieurs agronomes et des techniciens agricoles, lycéennes et collégiennes doivent être encouragées à poursuivre leurs études dans ces filières.

(46) LE SAHEL - quotidien nigérien d'information
du 8/3/90.

59. Pour parvenir à ces résultats, il est nécessaire d'augmenter la scolarisation des filles dès les classes du primaire et d'arriver à intéresser parents et élèves à la poursuite d'une scolarité en rapport avec l'agriculture ; les parents orientant souvent les enfants dans le choix de leurs études. Il serait bon également de réorienter la teneur des services de formation destinés aux femmes pour ne plus se limiter à l'économie ménagère mais leur fournir aussi des services fondés sur leurs rôles effectifs et en particulier sur le rôle primordial qu'elles jouent dans la production alimentaire.

60. Dans une perspective analogue, les femmes devraient avoir recours à la culture attelée dans la mesure où il est établi que la mise en oeuvre de cette technique ne leur est pas plus difficile. D'autres outils améliorés, voire conçus en fonction de la morphologie féminine pourraient être mis à la disposition des cultivatrices. Pour être en mesure de fabriquer ces outils optimaux, les forgerons de village pourraient acquérir le perfectionnement requis dans le cadre d'ateliers de formation professionnelle que les organisations internationales ou des ONG sont à même de promouvoir en collaboration avec les ministères nationaux de l'agriculture.

61. La législation foncière représente, comme précédemment indiqué, un moyen d'améliorer la contribution des femmes à la production alimentaire. En effet, si les femmes avaient accès à la propriété privée de la terre partout où ce droit existe, il est clair qu'elles offriraient alors des garanties leur facilitant l'obtention des crédits indispensables à l'achat d'intrants agricoles. Elles possèderaient ainsi la capacité d'augmenter les rendements agricoles. Cependant, même si l'égalité entre hommes et femmes est inscrite dans les lois, il est bon de compléter cette législation par la mise en place de services d'assistance juridique aux femmes rurales tant le poids des traditions s'impose aux lois. D'autres régions du monde, l'Asie et l'Amérique latine en l'occurrence, ont des expériences réussies de ce type d'assistance aux femmes rurales (47).

(47) FAO (opus cité) ; PP. 101 et 103

4.4. Les propositions susceptibles d'améliorer le rôle
des femmes dans la transformation et le
conditionnement des denrées alimentaires

62. En ce qui concerne la transformation des denrées alimentaires pour la préparation des repas, les mesures à proposer doivent être guidées par le souci de réduire à la fois le caractère harassant et le temps de travail nécessaire à l'accomplissement des tâches effectuées par les femmes. En effet, il s'agit d'activités quotidiennes qu'il est important d'alléger précisément en raison de leur caractère répétitif. Par exemple, le traitement des céréales pourrait être davantage mécanisé en introduisant à une échelle plus large les moulins à grains et les décortiqueuses de riz dans les zones rurales. Les femmes auraient la possibilité d'accéder plus facilement à ces machines en se regroupant au sein de coopératives, par exemple, pour procéder à leur acquisition collectivement.

63. D'autre part, un rôle important est dévolu aux ménagères en particulier depuis que la baisse des recettes d'exportation conduit les Etats d'Afrique de l'Ouest à compter sur les femmes susceptibles de contribuer à la réduction des importations de céréales (blé et riz principalement) d'origine extra-communautaire. Dans le même sens, des OIG comme la CEDEAO et le CILSS, encouragent des manifestations de démonstrations culinaires destinées à promouvoir la consommation des céréales et légumineuses produites localement. A ce propos, il faut également mentionner les possibilités de substitution du maïs au riz offertes par un nouveau produit dénommé "riz de maïs" mis au point selon un procédé mécanique qui permet de le cuisiner de la même manière que le riz (48). Ce nouvel aliment serait particulièrement apprécié au Sénégal.

64. Dans une sous-région où les conditions climatiques et les transports sont difficiles, la transformation des denrées alimentaires

(48) Modibo S. KEITA dans VOIX D'AFRIQUE

Mensuel d'information n° 2 (Octobre 1989); P. 21

très périssables telles que le manioc ou la tomate permet d'éviter les pertes et gaspillages par pourrissement. Le chou, le piment, le poivron, la pomme de terre, le gombo et d'autres produits encore se prêtent également à la transformation par déshydratation au moyen de procédés artisanaux et de technologies élémentaires qu'il serait opportun de vulgariser auprès du plus grand nombre de femmes.

65. Si le traitement de la viande demeure un secteur exclusivement masculin, à l'opposé la transformation du poisson est presque entièrement prise en charge par les femmes. Traditionnellement celles-ci réalisent le salage, le séchage, le fumage ainsi que la conservation du poisson en utilisant des moyens simples (49). Il existe cependant des technologies améliorées, en matière de fumoirs par exemple, qui permettent aux femmes de transformer le poisson dans de meilleures conditions ; à savoir en économisant le bois de combustion tout en bonifiant la qualité du produit obtenu. On trouve ces fumoirs perfectionnés surtout au Ghana où les vendeuses de poisson possèdent une bonne maîtrise de cette technologie. Sa promotion dans la sous-région devrait être accélérée dans le cadre d'échanges d'expériences et de démonstrations d'utilisation afin d'intéresser le maximum de commerçantes à cet investissement dont le coût de construction varie de 50.000 à 80.000 francs CFA (50).

66. Le développement de petites agro-industries est aussi à retenir au titre des propositions visant à renforcer la contribution des femmes à la transformation et au conditionnement des denrées alimentaires dans la mesure où l'on constate que dans la plupart des conserveries, confitureries et autres entreprises agro-industrielles, les femmes représentent souvent la majorité des effectifs. Les projets de création d'entreprises de cette nature sont d'autant plus à encourager qu'elles fournissent à la fois des compléments de revenu aux familles par le biais de la main d'oeuvre généralement féminine et des produits de première nécessité (purée de tomate, sucre, cotonnades, etc...) disponibles pour la commercialisation.

(49) Colloque international de Lomé sur les stratégies
d'intégration de la femme au développement dans
les pays africains (Octobre 1988)

(50) idem

4.5. Les propositions susceptibles d'améliorer le rôle des femmes dans la commercialisation des denrées alimentaires

67. Parce que des études ont montré que les femmes consacrent une proportion plus grande de leur revenu que les hommes aux besoins de la famille, il apparaît opportun de préconiser une participation encore plus importante de celles-ci à la distribution des produits vivriers. En effet, il s'agit là pour elles d'une source appréciable de recettes monétaires. Au demeurant, le BIT constate que "dans les pays en développement, un nombre croissant de femmes sont seules responsables de l'entretien de leurs enfants en partie parce que les hommes ne contribuent guère ou pas du tout au revenu du ménage"(51).

68. Plus concrètement, il faudrait développer des coopératives féminines de commercialisation qui auraient pour mission de faciliter l'écoulement de denrées alimentaires dont les femmes ont en charge une grande partie de la production (racines et tubercules, fruits et légumes par exemple). En vue d'assurer le bon fonctionnement des coopératives en question, un minimum de moyens devra être mis à leur disposition tels que des infrastructures de stockage et de conservation adaptés aux produits à commercialiser ; les véhicules adéquats pour assurer la collecte et l'acheminement des produits vers les centres de consommation ; un fonds de roulement suffisant à couvrir les besoins de financement liés à l'activité commerciale ; sans oublier la nécessité de pouvoir compter sur un personnel qualifié notamment au niveau de la gérance dont les titulaires devront faire preuve de compétence et d'honnêteté afin de garantir une gestion saine et rigoureuse.

69. Dans le but de maximiser les revenus qu'elles tirent de la vente de leurs cultures, les femmes devraient produire hors

(51) Etude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement (1989) ; P. 243

saison. En l'occurrence, elles pourraient entreprendre de cultiver les légumes en dehors des périodes de l'année où les quantités produites sont pléthoriques et font chuter les prix de vente. A titre d'illustration, signalons que la tomate fraîche dont le prix tourne autour de 400 francs CFA le kilo au mois de juin se vend aux alentours de 100 francs au mois de février sur le même marché de Bamako (52).

70. La mise en place de certaines infrastructures contribuerait à faciliter la commercialisation des denrées alimentaires dont on a pu voir plus haut, que les femmes assurent la majeure partie en Afrique de l'Ouest (cf. page 14 du présent rapport). Aussi, dans les marchés traditionnels où, à l'exception des étals de boucherie, la plupart des autres échoppes de produits vivriers sont tenues par des vendeuses, il serait particulièrement bienvenu de mettre en place pour ces personnes et leurs produits, des abris présentant des normes acceptables eu égard à l'hygiène, au confort et aux besoins de l'exposition des marchandises. Parallèlement, la construction de nouvelles voies d'évacuation mais aussi l'entretien et la réfection des routes et des pistes déjà existantes sont autant de moyens de favoriser le transfert des denrées alimentaires des lieux de récolte vers les centres de consommation.

71. Afin de donner aux femmes des atouts qui leur permettront d'entreprendre avec une meilleure rentabilité le commerce alimentaire, il faudrait songer à améliorer au préalable leurs connaissances dans le domaine de la gestion et de la comptabilité. Dans ce sens, une

(52) Donnée de l'Union nationale de coopératives
de Maraîchers et Planteurs du Mali - UNCPM - (1989).

formation pourrait leur être dispensée dans le cadre d'une alphabétisation fonctionnelle dont le contenu serait axé sur la comptabilité commerciale de base. Cet aspect est en effet souvent considéré comme le point faible des activités féminines rémunératrices (53). A ce sujet, il faut se féliciter de ce que la CEA0, par l'intermédiaire de son unité sous-régionale pour la formation en promotion commerciale - URFOP - basée à Dakar, assure la promotion des exportations par les femmes commerçantes, entre autres, en organisant des séminaires de formation (54).

72. L'importance du rôle joué par les femmes dans le commerce en Afrique étant reconnu (55), il s'avère utile de lancer un appel afin qu'elles aient davantage accès aux moyens financiers, en particulier, celles qui travaillent dans le commerce d'exportation. En effet, ce secteur nécessite souvent de la part des vendeurs des avances de fonds non-négligeables. Or jusqu'à présent, les femmes commerçantes utilisent principalement le traditionnel crédit rotatif (également appelé tontine) ; lequel constitue un mode de financement informel très répandu en Afrique de l'Ouest. Il existe d'autres structures de solidarité entre les femmes qui leur ont permis, au Mali et au Nigéria par exemple, de créer leurs propres associations et coopératives avec des fonds communs (56). Cependant, il serait souhaitable qu'elles puissent obtenir, à chances égales avec leurs homologues masculins, des financements auprès du secteur structuré qui comprend des établissements de crédit privés et publics.

(53) FAO (opus cité) ; P.111

(54) CEA0 - Rapport annuel 1984-1985 ; P. 73

(55) Rapport de la 10ème réunion de la Conférence des Ministres africains du commerce tenue à Addis Abéba en Novembre 1989 (E/ECA/TRADE/89/28) ; P.9

(56) UNESCO - Contribution à l'étude mondiale sur le rôle des femmes (opus cité) ; P. 308

V - CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

73. Malgré les différents handicaps rencontrés par les femmes et que cette étude a tenté de recenser, on peut indubitablement conclure qu'elles contribuent grandement au développement des économies nationales. Concernant le secteur de l'agriculture spécifiquement, il faut constater qu'elles représentent la pierre angulaire de la production et de la sécurité alimentaires par leur travail dans les petites exploitations familiales. Est-il besoin de rappeler, à ce propos, que dans beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne, les femmes subviennent à l'essentiel des besoins alimentaires de leur famille (57). Il en est de même pour la transformation des aliments traditionnellement confiée à la femme. Déjà évoquée plus haut, la Conférence des Ministres Africains du commerce tenue à Addis Abéba les 17 et 18 Novembre 1989 sous l'égide de la CEA a été l'occasion pour des hauts responsables du continent de réaffirmer que dans le secteur du commerce également, la population féminine joue un rôle éminent, compte tenu de l'importance numérique des femmes commerçantes. Au demeurant, une enquête réalisée par l'Association des femmes du Niger montre que les femmes sont disposées et souhaitent même "être membres à part entière des institutions de développement et jouir d'un statut social" (58).

74. Parmi le grand nombre d'obstacles auxquels les femmes se trouvent confrontées, ceux d'ordres socio-psychologique et culturel handicapent la composante majoritaire de la population. Par exemple, l'existence au sein de la société des préjugés selon lesquels les femmes seraient incapables de remplir de hautes fonctions découragent prématurément beaucoup d'entre elles qui dès lors perdent confiance en leurs capacités.

(57) ATRCW - Rapport à la 4ème Conférence sur
l'intégration de la femme au développement relative
à la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha pour la
promotion de la femme en Afrique (E/ECA/ATRCW/RCIWD.4/3)
1989 ; P. 21

(58) AFN - Rapport de l'enquête pilote sur l'intégration des
femmes au développement (Mai 1987) ; P.2

De telles attitudes culturelles notables chez les hommes aussi bien que chez les femmes, tendent à faire accepter l'infériorité du statut de la femme. Les conséquences sont que les femmes restent cantonnées dans des rôles stéréotypés les limitant à des positions subalternes. De ce fait également, elles ne participent pas, ou si peu, à la prise de décision et n'ont pas voix au chapitre même dans un domaine aussi important que celui de la planification du développement national.

75. Une seconde catégorie d'obstacles faisant obstruction à l'intégration de la femme au développement peut être recensée. Il s'agit des contraintes de moyens représentées par les difficultés plus ou moins liées que sont le manque d'équipements et l'insuffisance des ressources financières. Ainsi, le caractère rudimentaire des outils utilisés par les femmes pour cultiver (houe et faucille surtout, et qui sont de plus, généralement conçues pour des mains viriles) ne permettent pas de produire dans de bonnes conditions. De même, la transformation des denrées alimentaires (travail incombant à la femme traditionnellement) pose un problème de pénibilité dû à l'utilisation d'ustensiles peu perfectionnés tels que le mortier. En ce qui concerne la commercialisation, il faut rappeler que les marchés traditionnels, souvent, ne possèdent pas les aménagements requis pour permettre aux vendeuses d'exercer dans un cadre favorable. En évoquant la contrainte financière, il faut insister sur ses conséquences par rapport à la santé des femmes et des enfants en particulier, ainsi que dans le domaine de la production alimentaire et des activités liées d'après récolte : effectif réduit de médecins, notamment dans les zones rurales ; impossibilité d'acquérir des intrants agricoles ; insuffisance de fonds de roulement pour financer la commercialisation des produits vivriers.

76. Parmi les principales recommandations à préconiser en vue d'aider les femmes à accroître la production alimentaire doit être mentionnée la formation des cultivatrices. Il est indispensable en effet qu'elles aient davantage connaissance des techniques d'agriculture évoluées qui existent et qu'elles puissent accéder également aux résultats obtenus par la recherche agronomique. Des actions de vulgarisation conçues à l'intention de la population féminine rurale

constitueraient un cadre idéal dans lequel les femmes pourraient bénéficier de ce genre de perfectionnement. En deuxième lieu, on proposera que les tontines traditionnelles existant chez les femmes d'une même communauté soient encouragées mais que, parallèlement, les établissements de crédit du secteur structuré accordent plus de prêts aux femmes agriculteurs pour leur permettre d'entreprendre certaines activités ou d'acheter des intrants agricoles. En outre, le développement des cultures maraîchères de contre saison dans lesquelles les femmes occupent une place prépondérante serait de nature à renforcer la sécurité alimentaire des pays de la sous-région, notamment ceux du Sahel.

77. Concernant la transformation des aliments, une aide pourrait être apportée aux femmes rurales en introduisant des innovations qui permettent de gagner du temps et de travailler moins durement à l'image de petits moulins pour le pilage du mil et du sorgho. Dans ce domaine aussi, les femmes gagneraient à améliorer leur maîtrise des méthodes habituelles de séchage, de fumage ou d'autres techniques de conservation des produits en profitant de l'expérience de femmes d'autres pays. Par ailleurs, il serait bon qu'elles aient la possibilité d'accéder facilement aux petits matériels requis pour le traitement de certaines denrées alimentaires : par exemple, la conservation de la tomate sous forme de concentré liquide conditionné en bouteille ou bien la déshydratation d'autres légumes.

78. Bien qu'il soit déjà important, le rôle des femmes dans la commercialisation des denrées alimentaires peut très probablement être amélioré en ayant recours à certaines mesures. Par exemple, l'augmentation des revenus des femmes profiterait à l'alimentation en particulier car ainsi que précédemment indiqué (cf. paragraphe n° 73 du présent rapport), elles assurent fréquemment l'entretien de leur famille. On peut y parvenir en instaurant une rémunération plus égalitaire entre les hommes et les femmes salariés, mais aussi en aidant les femmes rurales à développer des activités génératrices de revenus à l'instar

de l'élevage de petits ruminants. Dans le même sens, il faudrait fournir les crédits nécessaires à financer les exportations (notamment celles intra-africaines) que les femmes d'affaires très dynamiques veulent entreprendre. Comme pour les autres secteurs, la formation revêt, ici également, une importance cruciale. Il s'avère donc utile que les femmes commerçantes se dotent de compétences en matière de gestion et de comptabilité commerciales.

79. Suite aux échecs répétitifs observés au cours des décennies antérieures où l'on avait tendance à mettre l'accent sur des projets destinés exclusivement aux femmes, la tendance générale a consisté, ces dernières années, à intégrer judicieusement les femmes, en tant que participantes et bénéficiaires des projets de développement agricole et rural (59). A cet égard, la première des recommandations que l'on a faites en faveur de la commercialisation dans le paragraphe précédent (proposition visant à accroître les revenus des femmes) répond en même temps aux préoccupations de cette nouvelle tendance.

80. Pour terminer, il nous faut évoquer la nécessité de privilégier les projets de développement agricole à caractère multisectoriel qui devront viser, par ailleurs, la participation de toutes les composantes de la population, et notamment des femmes. Ainsi, ces projets de développement intégré pourraient ambitionner un impact favorable sur des secteurs comme la production alimentaire ; la petite agro-industrie ; les infrastructures rurales et la commercialisation simultanément. La réussite de tels projets tiendrait alors à l'efficacité du soutien qui serait apporté aux populations concernées ; lesquelles devront être encouragées au moyen d'actions concrètes agréées voire sollicitées par elles-mêmes. Dans ce sens, il semble opportun que les pouvoirs publics accentuent leur rôle en matière de formation des femmes y compris

(59) FAO (opus cité) ; P.110

par le biais de programmes d'alphabétisation fonctionnelle. Pour leur part, les organisations internationales pourraient intervenir massivement dans des domaines tels que la recherche agronomique et technologique ou le crédit. Elles fourniraient alors des intrants agricoles, des outils plus performants et des moyens financiers sous forme de prêts aux femmes rurales.

PRODUCTION DE CEREALES (en milliers de tonnes)

Pays / Produits années	Mil + Sorgho			Riz			Maïs		
	86	87	88	86	87	88	86	87	88
Bénin	108	109	126	9	9	9	384	278	432
Burkina Faso	1699	1480	1826	28	37	39	158	131	227
Cap Vert	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	12	21	8
Côte d'Ivoire	62	64	66	560	580	597	420	435	448
Gambie	60	57	74	24	20	30	17	15	16
Ghana	330	272	315	80	88	116	495	553	630
Guinée	Nd	Nd	Nd	510	515	486	54	45	45
Guinée Bissau	51	64	60	125	142	145	29	20	15
Libéria	Nd	Nd	Nd	288	298	279	Nd	Nd	Nd
Mali	1301	1207	1900	248	237	289	232	180	211
Mauritanie (1)	87	78	89	15	20	15	11	8	8
Niger	1743	1380	2386	75	60	50	6	9	9
Nigéria	9566	9087	8940	1416	1450	1400	1336	1202	1500
Sénégal (1)	634	801	634	148	136	156	108	114	125
Sierra Leone	43	38	41	525	466	430	8	12	13
Togo	213	169	170	20	23	27	126	172	296

Source : FAO - Annuaire de la Production - Volume n° 42 (1988)

Pages 118, 125, 130 et 132

(1) Mil uniquement

Nd : non disponible

PRODUCTION DE RACINES, TUBERCULES ET LEGUMES

(en milliers de tonnes)

Pays / Produits Années	Manioc			Igname			Légumes (1)		
	86	87	88	86	87	88	86	87	88
Bénin	726	565	725	858	829	850	175	142	178
Burkina Faso	7	7	8	115	88	78	124	128	128
Cap Vert	4	3	4	Nd	Nd	Nd	6	6	6
Côte d'Ivoire	1250	1294	1333	2300	2381	2452	392	391	393
Gambie	6	6	6	Nd	Nd	Nd	7	8	8
Ghana	2876	2943	3300	1048	1000	1000	717	717	717
Guinée	500	500	530	61	61	62	420	420	420
Guinée Bissau	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	20	20	20
Libéria	306	372	310	18	18	18	76	77	77
Mali	73	73	73	13	13	13	240	245	245
Mauritanie	Nd	Nd	Nd	3	3	3	8	9	9
Niger	170	210	212	Nd	Nd	Nd	159	164	166
Nigéria	14700	14000	14000	19750	16000	16000	3925	3960	3946
Sénégal	75	53	12	Nd	Nd	Nd	100	102	101
Sierra Leone	112	116	116	Nd	Nd	Nd	180	186	186
Togo	411	355	410	409	360	378	77	79	79

Source : FAO - Annuaire de la Production - Vol. 42 (1988)

Pages 141 - 143 et 173

Nd : non disponible

(1) Melon compris

ELEVAGE (en milliers de têtes)

Pays / Produits années	Ovins			Caprins			Poules		
	86	87	88	86	87	88	86	87	88
Bénin	1000	831	860	1000	928	960	22000	23000	23000
Burkina	2800	2885	2972	4900	5047	5198	21000	21000	21000
Cap Vert	2	2	3	78	79	80	Nd	Nd	Nd
Côte d'Ivoire	1500	1500	1500	1500	1500	1500	16000	16000	16000
Gambie	190	195	200	197	200	200	Nd	Nd	Nd
Ghana	2175	2400	2500	2400	2800	3000	10000	11000	12000
Guinée	460	460	460	460	460	460	12000	13000	13000
Guinée Bissau	200	205	205	205	210	210	1000	1000	1000
Libéria	239	240	240	235	235	235	4000	4000	4000
Mali	5500	5300	5500	5500	5200	5500	18000	19000	19000
Mauritanie	3950	4000	4100	3100	3150	3200	4000	4000	4000
Niger	3400	3500	3500	7400	7500	7550	14000	15000	17000
Nigéria	13000	13200	13200	26000	26000	26000	16700	17500	19000
Sénégal	3509	3700	3792	1119	1130	1150	12000	11000	11000
Sierra Leone	325	330	330	175	180	180	5000	6000	6000
Togo	800	900	1000	860	880	900	2000	2000	3000

Source : FAO - Annuaire de la Production - Vol. 42 (1988)

Pages 247 et 250

Nd : Non disponible

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES

AFN	Association des femmes du Niger
ATRCW	Centre africain de recherche et de formation pour la femme
BIT	Bureau international du travail
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEAO	Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation
INSTRAW	Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme
JEFAO	Division mixte CEA/FAO de l'agriculture
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAM	Programme alimentaire mondial des Nations Unies
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNIC	Centre d'information des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

PRINCIPALES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Etude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement - (Nations Unies) ST/CSDHA/6 - 1989
2. La femme et le développement dans les pays les moins avancés : analyse et propositions d'action (Ruth DIXON-MUELLER/CNUCED) Novembre 1989
3. ONUFLASH - Revue d'information sur les activités des Nations Unies (UNIC - Burkina Faso) N° 38 du 16 Octobre 1984
4. Annuaire de la production agricole (FAO) Volume n° 42 - 1988
5. La femme dans la société mauritanienne (Aissata KANE/CEDS) Janvier 1988
6. Le rôle de la femme dans la production alimentaire dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest : les cas du Mali et du Sénégal (JEFAD) Janvier 1989
7. Stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme en Afrique au-delà de la Décennie des Nations pour la femme (CEA/OUA) Juin 1985
8. Colloque international sur les stratégies d'intégration de la femme au développement dans les pays africains - Rapport final (MSP/AS/CF, UNIFEM, CEDEAO) Lomé, Octobre 1988
9. Réunion d'Experts de haut-niveau sur le rôle des femmes dans le développement des pays les moins avancés (MAS/PF,CNUCED) Niamey, Janvier 1990
10. Rapport annuel 1989 (Banque mondiale)
11. Rapport à la 4ème Conférence sur l'intégration de la femme au développement relative à la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme en Afrique : perspective régionale (ATRCW) E/ECA/ATRCW/RCIWD.4/3 - 1989
12. L'Afrique subsaharienne : de la crise à une croissance durable (Banque mondiale) 1989

13. Etude sur les produits alimentaires qui peuvent faire l'objet d'échanges entre pays d'Afrique de l'Ouest, ainsi que les mesures visant à accroître leur production et leur commercialisation par les petits agriculteurs (MULPOC/CEA) - MULPOC/NIA/89/XI/52 - Rév. 1, Décembre 1989
14. Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation/conférence internationale sur la participation populaire dans le processus de redressement et de développement en Afrique (ONU) Arusha, Février 1990
15. Rapport de la 10ème réunion de la conférence des Ministres africains du commerce (CEA) Addis Abéba - Novembre 1989
16. Rapport de l'enquête pilote sur l'intégration des femmes au développement (Association des femmes du Niger), Mai 1987.